



Fin de règne au Japon, mais pas de la crise

Par Barthélémy Courmont

Titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand, professeur invité au département de science politique de l'UQAM

Quatrième Premier ministre de la deuxième puissance économique mondiale en l'espace de deux ans, Taro Aso est arrivé au pouvoir en septembre 2008 dans un climat d'incertitudes, tant sur les questions économiques que politiques. Son parti, le Parti Libéral Démocrate, la principale force politique du Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale forte d'un règne quasi sans partage, est en crise, et devrait sauf énorme surprise essuyer une défaite cuisante aux élections législatives du 30 août, ce qui marquera une rupture considérable dans la vie politique du Japon. Au cœur de ce marasme politique de grande ampleur, la crise économique internationale, et ses conséquences désastreuses sur la deuxième puissance économique mondiale. Après quelques années d'embellie qu'on pouvait croire prometteuses, et parallèlement au marasme de l'économie mondiale, l'économie japonaise est ainsi à nouveau en panne, et les indicateurs sont tous dans le rouge.

Même s'il s'inscrit dans une tendance de longue durée, le déclin du parti conservateur a vraiment commencé après le départ en 2006 du très populaire Premier ministre Junichiro Koizumi. Trois chefs de gouvernement lui ont succédé à un an d'intervalle, dont Aso nommé en septembre 2008. A l'époque, les observateurs s'attendaient à ce qu'il convoque dans la foulée des élections législatives anticipées, mais la brutale récession économique mondiale a contrarié ses projets. Contraint de gérer la plus grave crise depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, Aso a vu son capital de sympathie auprès du public fondre à mesure qu'il multipliait les gaffes et les volte-face. Cette déroute qui semblait inévitable s'est donc accélérée avec la crise économique. « *Si le PDJ l'emporte, ce sera le premier véritable changement de gouvernement* », estime Sadafumi Kawato, professeur de science politique à l'Université de Tokyo, contrairement à ce qui s'était passé il y a 15 ans lorsqu'une mosaïque de petites formations avait tenté de gouverner le pays, sans vraiment y parvenir¹. Le changement politique inévitable au Japon est donc historique. Mais quelle que soit sa couleur politique, le futur gouvernement aura de toute façon une lourde tâche pour relever l'économie.

¹ Cité dans Hiroshi Hiyama, « En déclin, le parti conservateur s'apprête à perdre le pouvoir au Japon », *Aujourd'hui le Japon*, 6 juillet 2009.

Le produit intérieur brut (PIB) au dernier trimestre 2008 a enregistré une chute de 12,7 % par rapport à la même période en 2007. Il s'agit du plus mauvais résultat que le pays ait connu depuis le choc pétrolier de 1974 (le recul avait alors été de 13,1 %). Le premier facteur de cette contre-performance est la chute des exportations dans les domaines de l'automobile et des semi-conducteurs (une baisse de 13,9 % par rapport au trimestre précédent). Le PIB nippon a reculé de 0,7 % au cours de l'année 2008 après neuf ans de progression. Ces mauvais chiffres n'étaient pour autant qu'un début. Le plongeon des exportations et l'austérité des acteurs économiques dans leurs dépenses intérieures ont ainsi eu raison de l'économie japonaise, qui a enregistré un recul de -15,2% de son PIB en rythme annualisé au premier trimestre 2009, et de -4% en non-annualisé. Le ralentissement s'est traduit entre novembre et décembre 2008 par un accroissement du chômage de 3,9 à 4,4% de la population active, soit la plus forte progression depuis 1967.

Cette longue et vertigineuse réduction d'activité au Japon provient d'un effondrement inédit des exportations, dû à la récession internationale, et d'une nette diminution de la consommation intérieure. D'avril 2008 à mars 2009, période budgétaire de référence au Japon, la richesse nationale produite a ainsi diminué de 3,5% sur un an. Elle pourrait encore perdre de 3,1% à 3,3% au cours de l'année entamée le 1er avril dernier, selon les estimations respectives de la Banque du Japon et de l'Etat, car les moteurs de l'économie japonaise sont en panne.

Les exportations japonaises ont pour leur part chuté de 40,9% en mai 2009, par rapport à 2008. Les exportations vers les Etats-Unis ont reculé de 45,4% par rapport à mai 2008, pour le 21ème mois d'affilée. Dans l'automobile, la baisse est encore plus forte. Les exportations de voitures nippones outre-Pacifique ont perdu 54,8%. De tels chiffres ramènent le Japon en arrière, à des heures douloureuses de son histoire récente, notamment à la fin des années 1990.

Mais plus encore, la crise économique remémore aux Japonais que la thèse du déclin n'est peut-être pas qu'un fantasme. « *Le récent déclin économique du Japon est plus rapide que celui des Etats-Unis, qui subit la pire crise financière du siècle* », n'a pas hésité à affirmer Kazuo Momma, le chef économiste de la Banque du Japon². Pour l'ensemble de 2009, le FMI prédit même au Japon une décroissance annuelle de 6,2%, ce qui en ferait la plus importante des pays du G7. Dans un tel climat de morosité, les économistes espèrent cependant un rebond à partir du deuxième trimestre 2009, voyant poindre quelques signes encourageants comme le regain de la production industrielle en mars 2009. « *La conclusion inéluctable est que les autorités japonaises doivent faire davantage si l'économie japonaise veut éviter de devenir la plus touchée des économies développées par le retournement actuel* », a expliqué Ben Eldred, analyste chez Daiwa Securities à Londres, cité par le *Financial Times* début février 2009.

Taro Aso a averti fin février 2009 devant le Parlement japonais que la deuxième puissance économique du monde mettrait trois ans à se remettre de la crise, mais il a promis de créer de nouveaux emplois pour conjurer cette situation : « *Il faudra trois ans pour guérir totalement de la récession internationale. A court terme, nous avons*

² Cité dans Anthony Bondain, « L'économie japonaise replonge », www.boursier.com, 10 février 2009.

l'intention de prendre des mesures budgétaires drastiques mais, dans l'immédiat, nous devons agir pour l'emploi, quel qu'en soit le prix ». Conscient de l'urgence de la situation, le gouvernement a adopté des mesures de relance massives d'un montant total de 132 000 milliards de yens, dont 27 400 milliards de dépenses publiques. Ces plans de relance « *devraient soutenir l'activité en 2009 et 2010* », estime le FMI, qui s'inquiète cependant de l'alourdissement qui en résultera pour la dette publique du Japon, la plus élevée de tous les pays développés. Avec un déficit public qui approchera les 10% du PIB en 2009 et une dette nette qui dépassera les 100% du PIB, la place pour davantage de mesures de relance est de plus en plus réduite. Par ailleurs, et contrairement à la Chine, le Japon est handicapé par un yen actuellement à un niveau relativement élevé, ce qui a des effets négatifs sur les exportations. Et Tokyo ne peut pas jouer, comme le fait Pékin, sur la consommation intérieure, ce qui implique des différences notables, et qui pèseront lourd, dans la lutte pour la suprématie économique en Asie du Nord-Est que se livrent les deux pays.

En fait, le Japon n'a pas été en mesure au cours des dernières années de proposer de véritables plans de relance de l'économie. Comme l'explique Kataoka Shinichi, professeur à l'Université de Tokyo, « *la politique a ainsi été réduite à une 'politique d'ajustements mineurs', incapable de régler des problèmes structurels et n'opérant que des changements d'ordre secondaire* »³. « *La vérité est que le Japon est un gâchis* », note pour sa part Masaru Tamamoto, chercheur au *World Policy Institute*, qui rappelle que, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, la réussite du Japon tient essentiellement à sa capacité à prendre ce qu'il y a de mieux dans le monde⁴. Le pays a longtemps servi de référence dans la région, montrant que « *l'on peut être moderne sans être occidental* ». Aujourd'hui, ce modèle est en panne, et traduit un manque de vision plus large, et une hésitation entre Occident et Orient. Il n'en reste pas moins les principaux partenaires commerciaux du Japon sont asiatiques, Chine en tête, loin devant l'Amérique du Nord ou l'Europe. Tokyo gagne du poids au sein de l'organisation Anase + 3 (les dix pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, plus la Chine, la Corée du Sud et le Japon), dont l'un des buts est de prévoir une solidarité sonnante et trébuchante face à la tourmente financière. Cet objectif, apparu après la crise de 1997-1998 qui avait secoué la région, prend toute son importance aujourd'hui.

Face à la crise, les dirigeants japonais cherchent globalement à affirmer leur ancrage asiatique. La page de la tension avec la Chine et la Corée du Sud, liée à la question du révisionnisme historique concernant les crimes de guerre japonais, semble tournée, même si la méfiance est de rigueur. Un rapprochement s'est par ailleurs opéré avec Séoul, ainsi qu'avec New Delhi, afin de contrebalancer Pékin. Depuis l'arrivée au pouvoir de Lee Myung-bak, les relations et le dialogue avec la Corée du Sud se sont notamment intensifiés. Les rapports sino-japonais se sont par ailleurs normalisés, même si la création d'un pôle asiatique autour de la mer de Chine relève encore de l'utopie. Mais en période de crise, de nombreuses blessures dans la société japonaise sont susceptibles de réapparaître, avec pour conséquence une remise en cause de la place du Japon dans la région. La crise économique pourrait donc avoir pour effet de redéfinir en profondeur la

³ Cité dans *Japan Analysis*, Asia Centre, n°16, juin 2009.

⁴ Masaru Tamamoto, "Japan's crisis of mind", *The New York Times*, 1er mars 2009.

relation que le Japon entretient avec ses voisins, et par voie de conséquence avec les Etats-Unis. D'autant que le parti démocrate se montre moins disposé que le PLD à s'aligner systématiquement sur Washington. Des changements profonds dans la relation Japon – Etats-Unis ne sont ainsi pas à exclure.

Mais le Japon traverse également une véritable crise de représentation de ses élites politiques. Pour Tobias Harris, observateur régulier de la vie politique japonaise et doctorant au MIT, « *la prochaine élection générale au Japon sera marquée par la question de la gouvernance* »⁵. Et sur ce point, si le PLD ne semble pas franchement bien placé, force est de constater que l'opposition du parti démocrate ne paraît pas non plus particulièrement performante. Il y a donc un réel problème de leadership actuellement au Japon, qui dépasse les clivages politiques, et concerne la relation entre les élites politiques et la population. Manque de renouvellement des élites politiques et problèmes de popularité sont ainsi en passe de devenir des défis chroniques à Tokyo. Des défis dont le futur gouvernement devra tenir compte.

⁵ Tobias Harris, "Ozawa: Japan's Least Bad Option?", *Far Eastern Economic Review*, 3 avril 2009. Tobias Harris est par ailleurs auteur du blog www.observingjapan.com, consacré à la vie politique du Japon.